

J'exprime ici l'appréciation globale de la délégation EE au CDFN sur la version du texte action telle que présentée ce mercredi après-midi. Nous regrettons qu'aucun vote n'ait pu être organisé en raison de la modalité de visioconférence qui s'est imposée pour la tenue de ce CDFN. Ceci est problématique à nos yeux, car contraire aux traditions et pratiques démocratiques de la FSU. De plus, selon nos informations, l'absence de vote dans des instances tenues par visioconférence ne s'impose pas à toutes les organisations syndicales (par exemple, Solidaires a tenu très récemment un congrès de cette manière, et des votes ont cependant été possibles). Les annonces de Macron hier soir laissent espérer qu'il sera possible de tenir le CDFN de janvier normalement, mais ceci étant encore loin d'être certain, peut-être serait-il bon quand même de mettre en place d'ici là des outils permettant les votes à distance en cas de nécessité.

Grâce au travail intense de synthèse qui a été pratiqué à l'issue des débats qui se sont succédé, auquel nous avons comme à notre habitude activement participé, nous avons relevé des évolutions positives à nos yeux du texte par rapport à la version en entrée de CDFN. Ainsi en est-il de la caractérisation du basculement autoritaire du gouvernement, de la volonté mieux affirmée d'impulser concrètement la mobilisation dans l'éducation pour un plan d'urgence, y compris si nécessaire dans un arc de forces restreint. De même il est positif que la campagne pour les services publics s'étende en direction des usagers et que la FSU dise plus clairement sa disponibilité pour des actions dans les luttes pour les libertés publiques.

Ces évolutions notables du texte par rapport à la version initiale inscrivent la FSU dans une démarche plus volontariste visant à créer la mobilisation : c'est bien ce que l'on attend d'une organisation qui se réclame de la transformation sociale progressiste. Nous devons à la fois proposer ou soutenir les possibilités d'action et les articuler avec nos expressions pour qu'elles mettent en évidence le projet politique contre lequel nous luttons ainsi que les alternatives que nous portons. De ce point de vue, il nous semble que la FSU peut encore progresser : dans un contexte politique où les déclarations gouvernementales qui se succèdent montrent bien le lien politique entre les divers projets de loi du moment, nous ne pouvons pas en rester à traiter les sujets séparément et comme si ces discours n'existaient pas, sans montrer la mécanique perverse de leur articulation.

En effet, en ce moment, le gouvernement articule les dispositifs législatifs et opère, lui, à toute vapeur, de la transformation sociale régressive vers un modèle de plus en plus autoritaire. Les mesures de restriction des libertés d'expression qui s'ajoutent les unes aux autres atteindront sans aucun doute aussi le syndicalisme, déjà objet d'une répression qui va crescendo. En effet, pour imposer des mesures injustes, il est essentiel de faire taire celles et ceux qui osent encore parler haut et fort et s'opposer, au premier rang desquels les militantes et militants. Les amalgames et dénigrements honteux proférés par Blanquer font également partie de cette stratégie et la réaction de la FSU face à cela demande à être renforcée.

Il nous reste désormais à mettre en application - avec sang-froid et détermination - ces décisions que nous venons de prendre, et de nous montrer réactifs et utiles pour amplifier les prochaines luttes qui nous attendent sur le long chemin vers la victoire.